

Septembre 2019



Forte, unie et motivée à fond – l'UDC veut gagner les élections pour la Suisse

PAGES 8 - 11

*Il faut en finir avec le droit à
l'immigration. L'initiative de
limitation vient à point*



PAGES 4 - 5

Revirement et girouette



PAGE 7

*La criminalité et la vio-
lence, notamment contre les
femmes, ont une cause:
les individus non intégrés*



PAGES 12 - 13

L'UDC dans les médias

Des stars du foot? Non, des candidats de l'UDC

Le parti agrarien lance son album d'autocollants à la manière des Panini chers aux fans de football. Les 300 candidats au Parlement fédéral sont représentés.



LA SUISSE ET L'EUROPE

«La question européenne a permis à l'UDC de devenir le premier parti de Suisse»

Par Marc Klotzsch

25 AOÛT 2013 - 10:42



Les relations entre la Suisse et l'Europe ont toujours été complexes et l'histoire continue aujourd'hui avec les négociations sur l'accord-cadre institutionnel.

(KeyStone / Martin Rüchli)

13.08.2019
Pour l'UDC, la Suisse n'est plus un pays sûr



La Suisse ne doit pas devenir un el dorado de la criminalité, exige l'UDC, qui estime que le pays n'est plus sûr (photo symbolique). © KEYSTONE/WALTER BIRRI

Pour une Suisse libre et sûre nous tenons parole – aussi après les élections!



Une fois de plus de nombreuses personnes – notamment des journalistes – ont donné ces derniers jours des leçons de morale en parlant de décence et de respect. Je vais vous dire ce qui est véritablement indécent et irrespectueux :

- Il est indécent et irrespectueux de prétendre s'indigner du traité-cadre de l'UE avant les élections et vouloir conduire la Suisse dans l'UE après les élections

- Il est indécent et irrespectueux de proposer une nouvelle institution sociale pour mettre la retraite les plus de 60 ans, institution qui coûtera des centaines de millions de francs aux contribuables et dont le seul but est d'empêcher l'initiative de limitation.

- Il est indécent et irrespectueux de s'enrichir aux frais des jeunes, de détruire le deuxième pilier avec un nouveau mécanisme de distribution entre jeunes et vieux dans le seul but d'acheter l'adhésion des syndicats à l'accord-cadre.

- Il est indécent et irrespectueux de refuser de voir la réalité, c'est-à-dire que la criminalité porte un nom : les non-intégrés.

- Il est indécent et irrespectueux de reprocher aux paysans la destruction de la biodiversité tout en refusant d'agir contre la cause réelle, c'est-à-dire le bé-

tonnage d'un mètre carré de sol par seconde pour répondre aux besoins d'une immigration démesurée.

- Il est indécent et irrespectueux de prétendre stopper le changement climatique alors qu'en réalité on mine la classe moyenne avec une action de redistribution d'une ampleur jamais vue jusqu'ici, par une hausse du prix des carburants de 12 centimes par litre, par une augmentation du prix de l'huile de chauffage de 24 centimes par litre ainsi que par une multitude d'obligations et d'interdictions.

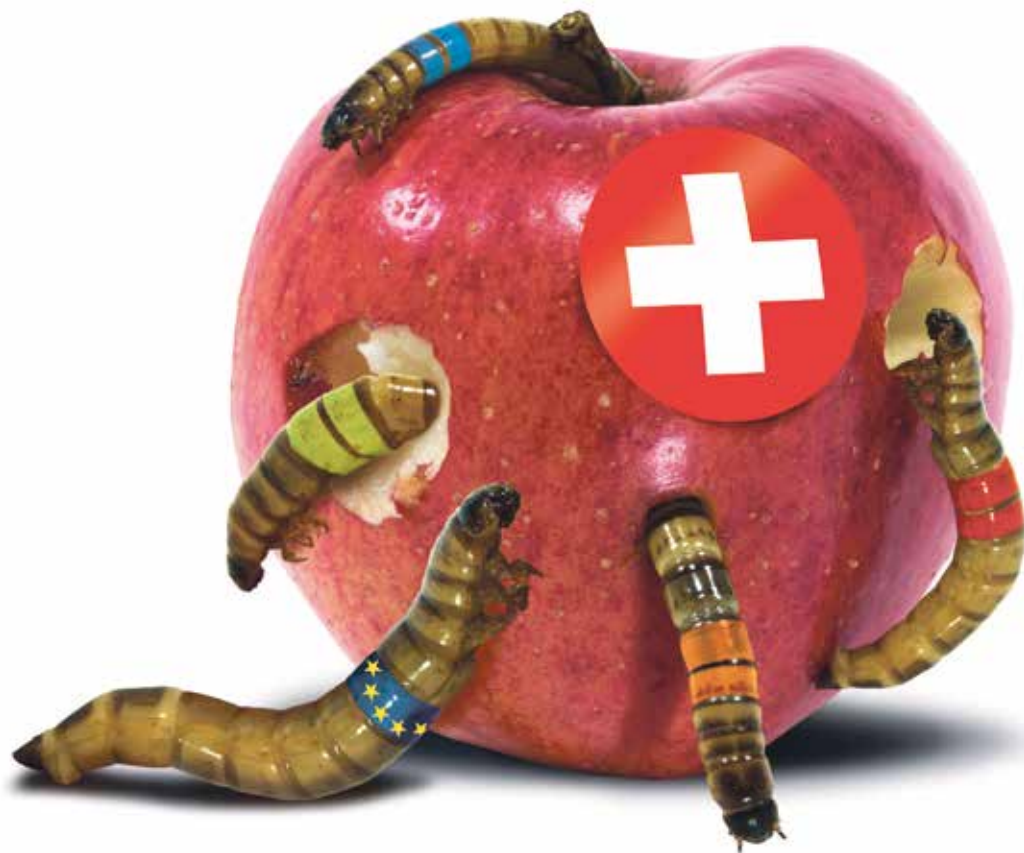
Ce sont ces actes d'indécence et d'irrespect qui doivent être dénoncés sans ménagement aux électrices et aux électeurs. Et c'est exactement ce que fait l'UDC. Nos candidates et candidats tiendront après les élections leur parole donnée avant les élections. Ils ont fait cette promesse à Sattel devant les délégués réunis de l'UDC et en public. En vertu de cette promesse, ils s'engageront sans relâche contre le rattachement de la Suisse à l'UE. Ils s'opposeront aux tentatives de rééducation et de redistribution des socialistes de tous les partis.

Nos candidates et candidats s'engagent pour les femmes et les hommes qui vivent dans ce pays. Ils agissent pour que les habitants de ce pays aient du travail et qu'ils leur restent quelque chose de leur salaire, pour que les enfants nés aujourd'hui ne doivent pas vivre dans une Suisse complètement bétonnée à 10 millions d'habitants. Celles et ceux qui veulent continuer de vivre dans une Suisse libre et sûre, donc prospère, votent au 20 octobre UDC.

Albert Rösti

Albert Rösti, Conseiller national Président de l'UDC Suisse

Des vers pour notre pomme? Non merci!



La gauche et ses complices minent les forces et les vertus de la Suisse en tentant de pousser notre pays dans l'UE. Ils ...

... détruisent **notre démocratie directe, notre liberté et notre indépendance** en s'efforçant d'enchaîner la Suisse à l'UE. Bruxelles nous dicterait alors nos lois et les juges de l'UE auraient le dernier mot. Les décisions du peuple ne vaudraient plus rien.

... détruisent la **sécurité intérieure** de notre pays en laissant entrer en Suisse toujours plus d'étrangers et de requérants d'asile, dont de nombreux criminels, et en empêchant que les délinquants étrangers soient systématiquement expulsés. Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que **67%** des détenus des prisons suisses soient des étrangers!

... détruisent nos **institutions sociales** parce qu'ils permettent à un nombre croissant d'étrangers d'immigrer directement dans notre Etat social. **58,6%** des bénéficiaires de l'aide sociale sont des étrangers!

... détruisent la **classe moyenne et les arts et métiers** en inventant sans cesse de nouveaux impôts et de nouvelles redevances sur l'énergie, l'essence et l'huile de chauffage. Ce fameux tournant énergétique nous coûtera **150 à 200 milliards** de francs, alors que personne ne sait s'il fonctionnera réellement!

Pour empêcher cela, il vaut mieux voter UDC!

Avec votre don sur le CCP 30-8828-5 vous soutenez notre combat pour une Suisse libre et sûre. www.udc.ch



Il faut en finir avec le droit à l'immigration

L'initiative de limitation vient à point

Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, nous n'avons plus été en mesure de décider par nous-mêmes qui peut venir en Suisse. Au 31 décembre 2018, 8'542'300 personnes vivaient dans notre pays, dont 25,1% d'étrangers. Autrement dit, la Suisse a connu une augmentation de plus d'un million de personnes – ce qui est considérable en seulement 13 ans!



Lorsqu'on vous dit que l'immigration diminue, que seulement 59 338 personnes sont venues dans notre pays en 2018, ce n'est évidemment pas exact. Le nombre de nouveaux arrivants en Suisse s'est élevé à 140'087 tandis que 80'749 ont quitté le pays. Mais 140'087 nouveaux arrivants qui doivent être intégrés! Voilà qui a un impact surtout dans les écoles! Dans de nombreux bâtiments scolaires, le «Plan d'études 21» signifie que 21 enfants étrangers sont assis dans la classe....

Main-d'œuvre qualifiée ou nouveaux chômeurs?

De toutes celles et ceux qui sont venus officiellement chez nous, il n'y en a même pas la moitié qui travaille, 42'636 personnes sont en effet venues en vertu du regroupement familial. Pour ce qui est des chômeurs, environ 50% sont des étrangers. La situation est aisément compréhensible,



«L'initiative de limitation est la meilleure protection pour nos travailleurs suisses, qui sont de plus en plus remplacés par de la main-d'œuvre bon marché venant de l'étranger.»

Céline Amaudruz, conseillère nationale (GE)

sible, puisque ces mêmes étrangers exercent également les emplois les moins qualifiés, qui tendent à disparaître. Pourquoi dès lors laisser entrer encore plus de personnes non qualifiées? Et pourquoi laissons-nous entrer dans notre pays des personnes provenant de secteurs où le taux de chômage est déjà le plus élevé? Il est en effet pour le moins absurde que,

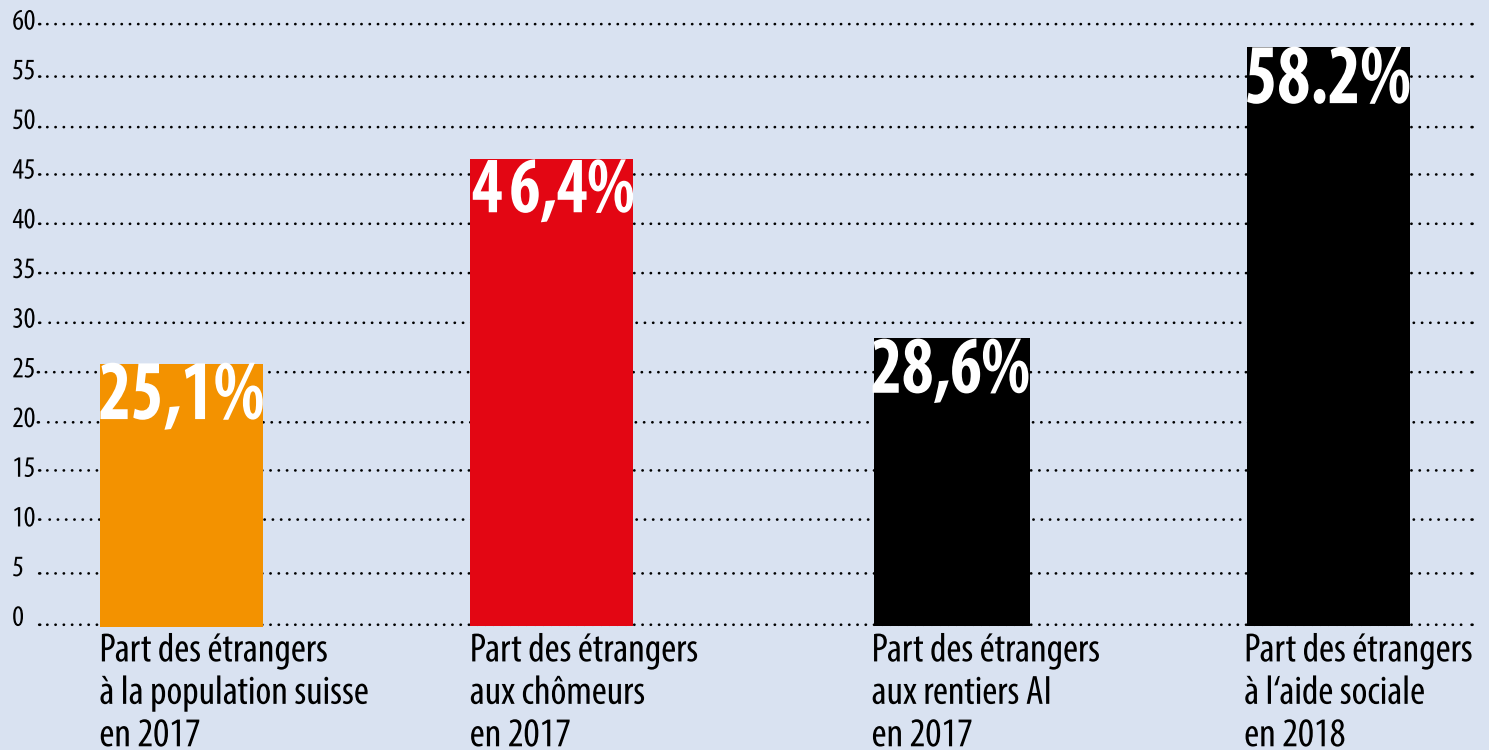
parmi le top 5 des secteurs d'immigration, le numéro un soit l'hôtellerie et la restauration avec plus de 5'000 immigrés - alors que ce même secteur connaît un taux de chômage extrêmement élevé. Soit exactement 10'477 chômeurs au 31 décembre 2018 pour être précis.



«Une étude de l'administration zurichoise montre qu'un nombre croissant d'étrangers viennent malgré que l'économie n'en a pas besoin car ils ne coûtent que de l'argent et ne rapportent rien.»

Michaël Buffat, conseiller national (VD)

Proportion d'étrangers soutenus par les institutions sociales en suisses (en %)



Source: OFS, statistique AI 2017, SHS

L'immigration n'est pas sans CO2

Les milieux qui se prononcent en faveur d'une immigration sans entraves sont-ils réellement conscients qu'il faut aussi construire des appartements et agrandir le réseau routier pour ces nouveaux arrivants? Que la nourriture, les meubles et les objets du quotidien doivent être produits et distribués et que les déchets doivent être collectés? Que les infrastructures doivent être construites et exploitées? Et qu'il est nécessaire d'avoir une économie florissante pour payer toute cette croissance, ces utopies vertes et surtout pour faire face à l'explosion des coûts sociaux?

Les conséquences de cette immigration sans entraves ne sont pas seulement l'explosion des coûts sociaux - 6 assistés sur 10 sont des étrangers - mais aussi la criminalité endémique, la baisse rapide du niveau d'éducation, l'augmentation des loyers, la densification du milieu bâti, la consommation massive d'énergie, plus de 25 000 heures de bouchons,



«Si nous ne limitons pas enfin l'immigration, une Suisse à 10 millions d'habitants sera probablement une réalité d'ici 2030 - avec des conséquences dévastatrices pour notre environnement et notre prospérité.»

Jean-Pierre Grin, conseiller national (VD)



«L'immigration de masse est en train de changer radicalement notre société. L'intégration n'est plus vraiment possible»

Jean-Luc Addor, conseiller national (VS)

les trains bondés, le stress de la densité. Force est de constater que l'on a de plus en plus le sentiment d'être un étranger dans son propre pays.

Limiter l'immigration est l'impératif du moment. Il faut en effet mettre un terme au droit légal de 500 millions de citoyens de l'UE à une immigration libre dans notre petit pays. Système de protection sociale élargi et immigration libre sont antinomiques. Nous devons une fois pour toute contrôler et piloter nous-mêmes l'immigration!

*Conseiller national
Andreas Glarner*

Oberwil-Lieli (AG)



Liberté et sécurité.



www.udc.ch

Votez UDC!



VOTRE PUBLICITÉ DANS LE FRANC-PARLER 2019



**Petit polyvalent pour
grandes exigences**



CHF 14'950.-*

Aussi disponible en 4x4!**
** traction intégrale débrayable
manuellement avec réducteur

C35 Fourgon

*Prix hors 7,7% TVA, PVC

WWW.DFSK.SWISS



VOTRE PUBLICITÉ DANS LE FRANC-PARLER 2019

**Plus de 60'000 lecteurs en
Suisse alémanique et en
Suisse romande. Renseigne-
ments par mail à l'adresse
suivante franc-parler@udc.ch**

dietschi
PRINT&DESIGN OLTEN



MARKUS REZZONICO
SVP-Delegierter
AUNS-Mitglied

Mobile: 079 332 61 61
markus.rezzonico@dietschi.ch

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG

Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten T 062 205 75 75
www.dietschi-pd.ch

Revirement et girouette

Le PLR et le PDC vont mal et n'osent pas tenir leur engagement et rejeter le milliard de cohésion à l'UE. C'est que le 20 octobre, il y a les élections.

Il y a à peine cinq mois, les politiciens du PDC et du PLR laissaient entendre que la Suisse ne devrait en aucun cas payer le «milliard de cohésion» tant que Bruxelles menacerait la bourse suisse de mesures discriminatoires. «Ca ne va pas comme ça!» claironnait le libéral-radical Hans-Peter Portmann, faisant valoir qu'un tel versement à l'UE ne serait compréhensible pour «aucun contribuable» dans le contexte de l'introduction en bourse.

Le 1er août, Markus Ritter, PDC de Suisse orientale et président de l'Union suisse des paysans, a eu une réaction quasi-identique: «Chère UE: ça ne marche pas comme ça», a-t-il dit sur un ton plaintif. Il a souhaité «plus de confiance en soi», car «un Conseil fédéral qui ne peut défendre son peuple avec détermination et cohérence n'est pas à la bonne place». Une déclaration qui a fait mouche.

Il est maintenant évident que l'UE a mis sa menace à exécution et a fait peser sur la bourse suisse un boycott discriminatoire. Le PDC et le PLR devraient joindre le geste à la parole lors de la prochaine session d'automne, donc avant les élections, et faire couler le milliard de cohésion au Conseil national, comme promis publiquement.

Des arguments fallacieux

On n'en arrivera pas là. Lors de la dernière réunion de la Commission de politique extérieure du Conseil national, le PDC et le PLR ont convenu de remettre à plus tard le traitement de ce point. Et ce, après les élections évidemment. Les parlementaires ont hypocritement déclaré qu'ils avaient besoin d'un complément d'information de la part du Conseil fédéral.

Ce ne sont là que de pâles excuses. En fait, le PDC et le PLR ont perdu leur force ou leur conviction, ou les deux, pour rejeter le milliard de cohésion. Ils



veulent maintenant s'en acquitter malgré le boycott des marchés boursiers et leurs protestations antérieures.

Le politicien PLR Portmann, spécialiste des affaires extérieures, qui était encore un solide Confédéré en mars, déclare maintenant dans les médias qu'un «non» au milliard de l'UE «pourrait conduire à une catastrophe». Comme ça, tout d'un coup !

Le PDC et le PLR se seraient agenouillés devant l'UE lors de la session d'automne, mais ils n'auraient pas voulu que leurs électeurs s'en aperçoivent avant les élections. D'où le renvoi de l'affaire en avançant des arguments pour le moins fallacieux.

Seule l'UDC tient parole

Il est intéressant de noter que le PS est également impliqué dans cette manœuvre, car les sociaux-démocrates étaient encore d'avis, jusqu'à il y a peu, que l'on n'allait pas assez vite avec le versement du milliard de l'UE à Bruxelles. Il y a quelques jours à peine, le conseiller national PS, Fabian Molina, a critiqué l'inutile perte de temps des partis bourgeois.

Les camarades ont toutefois aussi viré de bord dans la commission. Le cartel formé par le PS, le PDC et le PLR, soit «la gauche et les gentils» a prévalu contre l'UDC, qui s'en est tenue à la proposition initiale du PLR, à savoir de ne pas verser le milliard de cohésion tant que les discrimina-

tions européennes seraient en vigueur. L'UDC exige, en outre, que le milliard de cohésion ne soit plus versé à l'UE, mais qu'il profite dorénavant à l'AVS pour assurer les rentes en Suisse.

Comment comprendre ce qui se passe? Le PS se la joue tactique. Il veut rejoindre l'UE. Mais parce qu'il sait que l'adhésion à cette dernière ne peut obtenir une majorité en Suisse, il cherche à y parvenir par le biais de l'accord institutionnel. Tel est le plan pas très honnête de la gauche.

Quant au centre bourgeois, c'est moins une question de volonté que de la faiblesse de sa part. Le PDC et le PLR semblent en effet être des systèmes désorientés, déconnectés, chaotiques, animés par des humeurs fluctuantes. Leur direction n'a pas la force de s'en tenir à certaines positions, même par vent contraire. Sans cesse, ils plient: la sortie du nucléaire, le sauvetage du climat et maintenant l'accord-cadre avec l'UE, que les libéraux voulaient pourtant combattre avec véhémence en décembre dernier.

La politique consiste donc à ne pas traiter des questions importantes avant les élections.

Conseiller national
Roger Köppel

Küsnacht (ZH)



Forte, unie et motivée à fond – l'UDC veut gagner les élections pour la Suisse



Les candidats de toute la Suisse ont fait leur promesse électorale à Sattel.

L'UDC s'est rassemblée en masse à Sattel (SZ):

Sous un magnifique soleil d'arrière-été et dans une ambiance du tonnerre, plus que 800 délégués et hôtes se sont retrouvés dans le village schwytois pour le coup d'envoi de la

campagne électorale et la fête du parti UDC Suisse. Devant les délégués et des hôtes enthousiastes, les candidates et candidats de l'UDC de toute la Suisse ont conclu l'alliance de la liberté et fait leur promesse électorale: ils ont promis de s'engager aussi après les

élections de toutes leurs forces pour la sécurité et la liberté de la Suisse.

C'est donc une UDC forte, unie et fidèlement soutenue par sa base qui se présentera avec une grande motivation le 20 octobre afin de gagner ces élections pour la Suisse.

ALLIANCE DE LA LIBERTÉ

La Suisse est une histoire à succès. Dans aucun autre pays au monde, les citoyennes et les citoyens bénéficient d'autant de liberté, d'autodétermination, de sécurité et de prospérité qu'en Suisse. Les raisons en sont notre démocratie directe, notre fédéralisme, notre neutralité et notre indépendance. Or, ces forces traditionnelles ne sont pas un cadeau du ciel et elles sont régulièrement menacées. Voilà pourquoi nous devons constamment nous rappeler à l'esprit nos valeurs et les défendre :

- I. Nous voulons une Suisse libre. Afin que les Suissesses et les Suisses puissent continuer de déterminer ce qu'ils veulent et ce qu'ils ne veulent pas, nous refusons un traité de soumission à l'UE et le diktat de juges étrangers.
- II. Nous voulons une Suisse sûre. Notre Etat doit veiller sans compromis à notre sécurité. Il doit donc punir sévèrement les criminels violents et expulser les étrangers criminels.
- III. Nous voulons une Suisse dans laquelle il fait bon vivre. Nous disons non à une immigration démesurée et à une Suisse à 10 millions d'habitants, afin que nous puissions continuer de vivre dans une patrie belle et intacte.
- IV. Nous voulons une Suisse ouverte au monde qui entretient des relations avec tous les pays de la planète. Nous ne cédon pas aux chantages et nous refusons de distribuer des milliards de francs supplémentaires à l'étranger alors que notre AVS com mence à manquer d'argent.
- V. Afin qu'il reste davantage d'argent à la fin du mois dans le porte-monnaie de la classe moyenne, nous ne voulons pas de nouvelles lois, interdictions et régulations qui provoquent une augmentation des impôts et redevances pour tous.



Avec une puissance concentrée pour une Suisse libre et sûre



«Il est indécent et irrespectueux de reporter après les élections la décision du Parlement fédéral de payer à l'UE le milliard pour la cohésion pour ne pas avoir à avouer que l'on veut faire des cadeaux à l'UE alors que celle-ci lui refuse l'équivalence boursière. Il faut dénoncer ces actes aux électorales et aux électeurs. Et c'est exactement ce que fait l'UDC.»

Albert Rösti, président du parti et conseiller national (BE)

«C'est le secret de notre Suisse : ouverte et en même temps avec des valeurs et des racines fortes. Mais nos valeurs sont constamment remises en question. En période d'incertitude, nous avons besoin d'une approche réaliste. Et de chacun d'entre vous ! Si nous parvenons à convaincre la majorité silencieuse avec toute la crédibilité requise, alors nous gagnons. »

Ueli Maurer, président de la Confédération (ZH)



«Le but d'un accord-cadre avec l'UE, de ce dit accord institutionnel, est de priver la Suisse de sa liberté et de supprimer les droits démocratiques. Et nous devrions signer cet accord institutionnel ? Qui destitue le législateur suisse et le remplace par des juges étrangers ! Non et comme le dit le proverbe, seuls les veaux les plus stupides choisissent eux-mêmes leur boucher ! »

Christoph Blocher, anc. conseiller fédéral (ZH)

«Seule l'UDC se bat contre l'augmentation des migrants économiques, contre la libre immigration en Suisse, contre la perte de notre patrie, contre le rattachement de la Suisse à l'UE et contre le nivellement par le bas et la redistribution. L'autodétermination est notre bien le plus précieux et donc le 20 octobre il faut voter UDC, pour une Suisse libre et sûre.»

Thomas Aeschi, conseiller national (ZG)



«Notre Suisse est la réalisation de ce que souhaitent presque tous les habitants de la terre sans sans pourtant l'obtenir : paix, liberté, prospérité, protection sociale, environnement intact et droits démocratiques qui donnent aux citoyennes et aux citoyens un pouvoir politique unique. Il faut que nous nous opposions de toutes nos forces à ceux qui sont dangereux pour la Suisse. »

Roger Köppel, conseiller national (ZH)

«C'est à nous seuls qu'il appartient de définir les critères d'une fiscalité supportable, à nous de desserrer l'étau administratif qui entrave les perspectives d'essor de nos entreprises, à nous de garantir l'avenir d'une agriculture productive au service de l'approvisionnement du pays et de son paysage. Privilégions par conséquent notre indépendance et notre autonomie !»

Guy Parmelin, conseiller fédéral (VD)





Des paroles précises et des sonnailles claires – comme en 1992, l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher lutte aujourd'hui encore contre l'assujettissement de la Suisse à l'UE.

Photo: Jacqueline Haener



Arrivée des sonneurs sous le chapiteau de la fête – applaudis par plus de 800 délégués et hôtes.



Une discussion animée: la conseillère nationale Magdalena Martullo et le secrétaire général Emanuel Waeber.



Le temps d'une petite causerie avec le président de la Confédération Ueli Maurer



*Combien y a-t-il d'UDC en vous?
Certains, malgré une belle force n'ont pas dépassé le PLR...*



Le chef de campagne pour la romandie, Oskar Freysinger.



Le vendredi, le conseiller aux Etats Peter Föhn (SZ) et le conseiller fédéral Guy Parmelin ont visité la Schwyzer Gmeindsfäscht.



Libre et sûr : Les candidats de tous les cantons ont été photographiés avec la promesse électorale.



Arrivée des candidats vaudois ...



... et ceux de Schwyz, le canton hôte.

La criminalité et la violence, notamment contre les femmes, ont une cause: les individus non intégrés

Compte tenu de leur part à la population totale, les migrants affichent un taux de criminalité et de violence, notamment à l'égard des femmes, totalement disproportionné. Les actes de violence et menaces contre les fonctionnaires progressent eux aussi.



Président du parti Albert Rösti (BE), conseiller national Mauro Tuena (ZH), présidente des JUDC GE Virna Conti, le député au Grand Conseil, Thomas Werner (ZG)

Les statistiques sont éloquentes: selon la statistique criminelle, 432'754 délits relevant du Code pénal, 76'308 violations de la loi sur les stupéfiants et 38'405 violations de la loi sur les étrangers ont été recensés l'an passé. Le nombre d'accusés d'origine étrangère a augmenté de 4%. « En Suisse, la violence et la criminalité sont dans une large mesure importées », a relevé le conseiller national Albert Rösti, président de l'UDC Suisse, devant les médias à Berne. Aussi bien la statistique fédérale de la criminalité que la statistique des condamnations confir-

ment que les actes de violence ne sont pas commis par des hommes en général, mais qu'ils sont principalement imputables aux hommes non intégrés. Compte tenu de leur part à la population totale, soit 25%, les migrants sont largement surreprésentés chez les criminels, notamment quand il s'agit de délits graves.

Les non-intégrés font la chasse aux femmes « sans honneur »

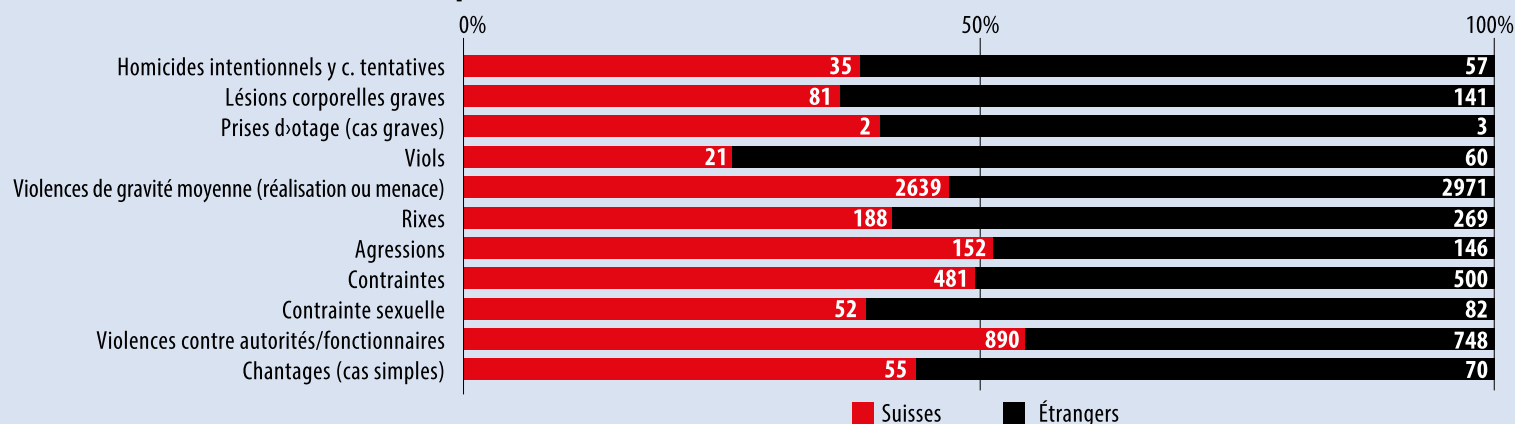
Tel est notamment le cas pour les crimes sexuels. Selon la statistique criminelle de la Confédération, 626 viols ont été dénoncés en 2018. Sur les 527 accusés, 317, donc 60%, étaient des étrangers. Chez les adultes condam-



«Des jeunes femmes sortant le soir sont souvent grossièrement insultées, sexuellement harcelées, voire agressées physiquement»

Virna Conti, Présidente JUDC GE

Condamnations selon les actes pénaux en 2017



Source: Office fédéral de la statistique, section criminalité et droit pénal, crimebsf.admin.ch



«L'UDC exige une tolérance zéro à l'égard de tous ceux qui s'en prennent aux employés des organisations du «feu bleu». Ces gens, qui veillent quotidiennement à notre sécurité, ont besoin de la protection de la politique.»

Mauro Tuena, conseiller national (ZH)

nés pour viol en 2017, la proportion d'étrangers était de 74%. Les deux tiers des condamnés pour contrainte sexuelle étaient des étrangers. Les cas de violence domestique sont eux aussi principalement le fait des migrants, indique l'Office fédéral de la statistique. En 2016, les hommes étrangers ont été enregistrés par la police en moyenne 3,7 fois plus souvent pour violence domestique que les hommes suisses. La statistique des actes de violence contre l'ex-partenaire donne un tableau semblable: là encore, les étrangers sont trois fois plus souvent coupables que les Suisses.

De nombreuses femmes ne se sentent plus en sécurité dans l'espace public. « Des jeunes femmes sortant le soir sont souvent grossièrement insultées, sexuellement harcelées, voire agressées physiquement », a relevé Virna Conti, présidente des JUDC Genève. Des jeunes hommes issus de cultures aux structures patriarcales se donnent rendez-vous sur les places et dans les rues pour faire la chasse aux femmes jugées « sans honneur », les toucher, voire, dans les cas extrêmes, les violer en groupe. Leurs propres femmes et filles sont contraintes aux mutilations sexuelles, aux mariages forcés et au port du voile.

La migration a apporté à la Suisse de nouvelles formes de criminalité, concrètement la criminalité des clans, a expliqué le conseiller national Mauro Tuena. Les grandes familles roumaines

appliquent de préférence l'escroquerie du neveu « alors que les clans turcs se servent de l'astuce du faux policier » pour extorquer de l'argent à leurs victimes. Ces dites grandes familles criminelles sont actives dans le trafic de drogues, la prostitution, le racket et commettent des brigandages, des cambriolages et d'autres vols. Le fait que la mafia lave son argent sale en Suisse est bien connu. « Il s'agit notamment de vérifier dans quelle mesure les innombrables 'barbershops' et autres stands kebab y sont impliqués », a réclamé Mauro Tuena.

Huit attaques par jour contre des agents de police

Autre phénomène inquiétant aux yeux de l'UDC: l'augmentation des actes de violence contre les fonctionnaires. « Huit fois par jour on assiste en Suisse à une agression contre une agente ou un agent de police », a relevé Thomas Werner, fonctionnaire de la police municipale de Zurich et député cantonal zougais. Très souvent les auteurs de ces actes sont issus de la migration. « On assiste régulièrement en ville de Zurich à des attroupements de jeunes et de jeunes adultes à des endroits bien connus. Ces réunions dégénèrent régulièrement en bagarres générales, souvent à coups de couteau », a poursuivi Thomas Werner. Ces individus sont fréquemment sous l'emprise d'alcool ou de drogues et perdent toute inhibition. Lorsque les agents de police

interviennent, ils se font eux-mêmes attaquer violemment, mais leurs agresseurs s'en sortent généralement à bon compte. La loi prévoit certes une peine privative de liberté jusqu'à trois ans ou une peine pécuniaire d'au moins 30 jours-amende pour des menaces ou des actes de violence à l'égard de fonctionnaires et d'autorités, « mais le problème, c'est que les ministères publics et les tribunaux requièrent et prononcent trop rarement des peines maximales », constate Thomas Werner.

L'UDC exige des peines plus sévères et des expulsions systématiques

L'Etat néglige manifestement sa tâche centrale, à savoir la sauvegarde des droits de la liberté du peuple et la protection des femmes et des hommes contre le crime et les criminels. Cette attitude se répercute directement sur le sentiment de sécurité des citoyennes et des citoyens. De nombreuses personnes ne se sentent plus en sécurité dans notre pays: les personnes âgées, les femmes, mais aussi des jeunes et surtout des jeunes femmes. L'UDC ne peut plus accepter ce laisser-aller de l'Etat. Les agentes et agents de police doivent être mieux protégés dans l'accomplissement de leurs tâches publiques. « Nous réclamons une justice crédible et efficace. Une peine privative de liberté doit devenir la règle pour les actes de violence et les menaces contre des fonctionnaires », a exigé le président de l'UDC Suisse, Albert Rösti. L'autorité politique doit aussi intervenir vigoureusement contre la criminalité étrangère en appliquant enfin fidèlement l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels. Les criminels étrangers condamnés doivent être systématiquement expulsés après avoir purgé leur peine.



«Huit fois par jour on assiste en Suisse à une agression contre une agente ou un agent de police »

Thomas Werner, policier et député (ZG)



Le bonheur de partager.

Sur le meilleur réseau
mobile de Suisse.

swisscom

Meilleur réseau suisse de téléphonie mobile, vainqueur du test de réseau «connect» 3/2019

Vous pouvez agir directement pour plus de sécurité

Le fait que la Commission des institutions politiques du Conseil des Etats (CIP-E) se soit prononcée contre l'initiative populaire et en faveur du contre-projet inutilisable du Conseil fédéral s'explique uniquement pour des raisons tactiques selon l'UDC.

Bien qu'ils aient déjà été présentés en septembre 2017, les débats parlementaires sur l'initiative populaire «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage» prennent beaucoup de temps. Quelle en est la raison? Rien n'est plus évident: les stratèges du PDC, du PLR, de la gauche et de l'administration réfléchissent aux manœuvres qu'ils pourraient engager pour ralentir l'initiative populaire. S'agira-t-il d'un contre-projet tiède? Ou d'une campagne bruyante d'Opération Libero ou même des deux?

Aucun compromis flagrant

Quoi qu'il en soit, la tactique dilatoire – pas question de voter pendant l'année électorale 2019 - a porté ses fruits. La votation populaire aura lieu au plus tôt en 2020. Un débat sur l'islamisation pendant la campagne électorale aurait pu être utilisé par les «mauvaises personnes»... Mais en ma qualité de président du Comité d'Egerkingen, je l'affirme haut et fort: nous ne nous laisserons pas entraîner dans des compromis paresseux qui édulcoreraient les exigences fondamentales de l'initiative «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage»!



Protection contre les hooligans et les casseurs

Comme on le sait, cette initiative populaire demande l'interdiction de se dissimuler le visage dans les espaces publics. Elle vise à la fois la dissimulation pour des motifs religieux (burka, niqab) et la dissimulation à des fins criminelles ou destructrices, voire pour perpétrer des actes de vandalisme (hooligans masqués et anarchistes). A l'heure où l'islam politique oeuvre de manière de plus en plus agressive à l'annihilation de l'Occident et où des extrémistes violents entendent pro-

mouvoir une société sans loi, il est impératif de fixer des limites. L'initiative pour l'interdiction du port du voile est plus urgente que jamais!

*Président du Comité
Egerkingen et conseil-
ler national
Walter Wobmann,
Gretzenbach (SO)*



Le thriller politique de l'UDC

Dans une chambre sombre quelque part à Zurich, le plan secret pour les élections de 2019 se déroule dans un climat tendu. Les fers de lance du parti le plus fort de Suisse se réunissent. La période la plus folle de la vie politique vient de démarrer.

«Bataille électorale - le film» peut être visionné à partir du 05.09.19 et est diffusé chaque semaine en cinq épisodes.

Informations sous :

www.wahlkampfderfilm.ch/fr/



COLLECTIONNE DÈS À PRÉSENT!

Une collectionnante aigüe s'est déclenchée! Les parlementini sont disponibles exclusivement et en nombre limité en vue des élections au Conseil national 2019. Toutes les candidates et tous les candidats de la liste principale UDC du canton concerné figurent dans ce cahier. On y trouve en outre quelques spécialités comme des photos exclusives du film « Bataille électorale – le film ».

COMMENT OBTENIR UN ALBUM ET DES VIGNETTES?

L'album et les autocollants ne peuvent pas être achetés. Ils sont distribués gratuitement lors des manifestations des représentants des sections cantonales. Il est également possible de les commander gratuitement.

Avez-vous des questions concernant les élections ?

A partir du **13 septembre et jusqu'au 20 octobre** vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections 2019 pour le Conseil national et le Conseil des Etats. Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse ? Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 et également le week-end.

Hotline gratuite: 0800 0 1291 0



- ☐ Je veux m'engager comme ambassadeur/ambassadrice de l'UDC
- ☐ Je veux commander ____ affiches Liberté et sécurité ☐ A0 (lampadaire) ☐ A2 (papier)
- ☐ Je veux un carnet Parlamentini ☐ Commander des autocollants
- ☐ Je veux m'abonner à la newsletter

Nom :

Prénom :

Rue :

NPA/Ville :

E-Mail:

N° de téléphone :

N° Natel

Remplir le coupon et l'envoyer à:
UDC Suisse, Secrétariat général, case postale, 3001 Berne